

DISCOURS DU REPRESENTANT DE LA FAO
A MADAGASCAR, COMORES, MAURICE, SEYCHELLES

M. Patrice TALLA TAKOUKAM

Cérémonie d'ouverture de l'atelier de renforcement de capacités sur la nutrition
FAO-COI

Du 31 mai au 02 juin 2016

Hôtel Holiday Inn - Maurice

Mesdames et Messieurs,

Au nom de José Graziano Da Silva, le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), je voudrais vous adresser nos chaleureuses salutations et nos remerciements pour votre présence à cet atelier de trois jours dédié au renforcement de capacité sur la nutrition.

Mesdames et Messieurs,

Une nutrition adéquate est notre première défense contre les maladies et fournit l'énergie nécessaire pour mener une vie active et productive. La malnutrition peut engendrer des impacts très négatifs qui affectent toute une population, car elle réduit la capacité d'apprentissage, compromettant ainsi son avenir, en perpétuant un cycle intergénérationnel de pauvreté et de malnutrition, avec de lourdes conséquences aussi bien pour les individus que pour les nations. Les défis émergents - comme le changement climatique, la viabilité environnementale et l'évolution rapide des technologies - entraînent une transformation des systèmes alimentaires et soulèvent des questions quant aux moyens de satisfaire durablement les besoins alimentaires d'une population mondiale qui s'accroît. Dans le même temps, les systèmes et les régimes alimentaires changent sous l'effet de la croissance économique inégale, de l'évolution des conditions socio-économiques et d'autres facteurs.

Mesdames et Messieurs,

La stratégie nutritionnelle de la FAO vise à améliorer les régimes alimentaires et à élever les niveaux de nutrition au moyen d'une approche centrée sur les populations consistant à:

1. Soutenir et faciliter l'action pour le suivi des recommandations de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition, organisée conjointement par la FAO et l'OMS, à Rome en 2014.
2. Effectuer des analyses et présenter des preuves, des données et des directives sur la nutrition (notamment l'intégration de la nutrition dans les politiques et programmes agricoles, sur la composition des aliments locaux, l'évaluation nutritionnelle, les besoins nutritionnels et les indicateurs basés sur les aliments).
3. Développer les capacités des pays à évaluer et suivre les situations nutritionnelles, analyser les options et mettre en œuvre des politiques et programmes agricoles ayant un impact positif sur la nutrition.

4. Fournir des outils, des conseils et un appui pour développer des programmes adéquats portant sur des systèmes alimentaires performants favorables à la nutrition et intégrant l'éducation nutritionnelle et la sensibilisation des consommateurs, aux niveaux national et local.

A l'issue de la deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition, il est ressorti que l'amélioration de la nutrition visait à relever de multiples défis et devait donc être soutenue par des politiques intégrées et multisectorielles des pouvoirs publics. L'organisation conjointe de cette Conférence par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et en étroite collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), l'Institut international de recherche sur les Politiques alimentaires (IFPRI), le Comité permanent de la Nutrition du système des Nations Unies et l'équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général des Nations Unies sur la sécurité sanitaire mondiale, démontre de l'importance de cette dimension intersectorielle.

L'Assemblée générale des Nations Unies a annoncé le premier avril dernier le lancement de la Décennie d'actions pour la nutrition qui s'étendra de 2016 à 2025 dans la perspective d'opérationnaliser le cadre d'action de la CIN2. Cette résolution reconnaît le besoin d'éradiquer la faim et de prévenir toutes formes de malnutrition dans le monde entier, et comme l'a mentionné le Directeur Général de la FAO, « il s'agit d'une résolution indispensable à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

La Décennie d'actions pour la nutrition permettra à un large groupe d'acteurs de travailler ensemble pour résoudre les questions urgentes liées à la nutrition. La FAO et à l'OMS dirigeront la mise en œuvre de cette Décennie d'actions pour la nutrition en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et en impliquant des mécanismes de coordination tels que le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN), ou encore des plateformes à intervenants multiples tels que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Mesdames et Messieurs,

La Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique tenue à Abidjan du 4 au 8 avril derniers a, entre autres, recommandé de faire le suivi de la CIN-2 en apportant un appui aux petits états insulaires (SIDS) dans la formulation de leurs politiques de nutrition. Bien qu'il y ait un problème général de disponibilité de données, notamment pour la région de l'Océan Indien, les différentes formes de malnutrition coexistent.

La FAO œuvre à la lutte contre la malnutrition qui vise à favoriser la disponibilité d'un capital humain en pleine possession des capacités et compétences nécessaires au développement des pays grâce aux retombées économiques générées. Et chacun des pays que vous représentez a des spécificités réelles par rapport à la nutrition. Madagascar et Comores sont plus touchés par la malnutrition chronique avec des prévalences respectives de 49,2% en 2009 et 32,1% en 2012, contre moins de 10% aux Seychelles et à Maurice. La prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer reste élevée dans tous les pays. Madagascar et Comores sont encore plus affectés avec plus de 30% de femmes affectées contre 20-23% aux Seychelles et à l'Île Maurice. En revanche, la proportion des adultes (hommes et femmes) affectés par le surpoids est

respectivement de 59% et 49% aux Seychelles et Maurice contre 10 % et 20% respectivement à Madagascar et aux Comores.

Les Etats Membres de l'espace COI dépendent des importations pour couvrir leurs besoins alimentaires. Cette dépendance est très forte pour certaines îles. En effet, le taux de couverture des besoins alimentaires par la production nationale est seulement de 25% pour Maurice et la Réunion et de 28% pour les Seychelles. Ce taux monte jusqu'à 71% pour les Comores et 96% pour Madagascar. Cette problématique constitue l'objet du Programme Régional pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle ou PRESAN de la COI. La formulation de ce programme qui a bénéficié de l'appui technique par la FAO, a pour objectif de promouvoir l'augmentation de la productivité, de la production, de la compétitivité et du commerce inter îles des produits agricoles d'intérêt communautaire, ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie.

Ce programme rentre dans le cadre de la résolution des Nations Unies portant sur le «SAMOA Pathway», et plus particulièrement le chapitre «Food Security and Nutrition » (Article 59 à 63) qui donne mandat à la FAO pour la formulation du Programme d'action pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PIED (Petits Etats Insulaires en Développement) dans l'article 61.

Mesdames et Messieurs,

L'objectif de cet atelier de trois jours est d'une part, de nous donner la matière qui vous permettra de répondre aux défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans vos pays respectifs ; et d'autre part d'échanger sur les expériences et les leçons apprises. Forts de ces échanges et de cet apprentissage, vous constituerez, pour la Commission de l'Océan Indien, et pour les Iles Africains, les points focaux pour la mise en œuvre du programme régional et du programme d'Action pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Je vous invite à une participation active et fructueuse pour la mise en place de ce réseau dynamique de spécialistes à l'échelle nationale et inter-régionale. Beaucoup de travail nous attendent encore, considérant la mise en œuvre des deux programmes dont je viens de parler, et nous comptons sur votre entière collaboration en tant que points focaux afin de faciliter au mieux, voire participer et vous impliquer pleinement dans leurs réalisations.

Mesdames et Messieurs,

Je remercie tous les partenaires régionaux et internationaux NEPAD, AfDB, WHO, ici présents qui ont accepté de participer à cet atelier de formation

Je voudrais profiter de cette occasion pour remercier très sincèrement la Commission de l'Océan Indien pour la confiance qu'elle témoigne envers l'expertise de la FAO, et je tiens à réitérer notre engagement à soutenir davantage, suivant notre mandat, toutes les initiatives qui concourront à un développement durable et inclusif de la Région Océan Indien pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.

Je vous remercie de votre attention.